

Brochure n° 3225

Convention collective nationale

**IDCC : 1266. – PERSONNEL DES ENTREPRISES
DE RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS**

**AVENANT DU 11 MARS 2016 À L'AVENANT N° 47
RELATIF À LA CLASSIFICATION DES FONCTIONS SUPPORT**

NOR : ASET1650491M
IDCC : 1266

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux se sont réunis dans le triple objectif de :

- répondre à l'engagement pris dans l'avenant n° 47 relatif aux classifications « de mettre en place des modalités de transposition complémentaires des fonctions support » ;
- traduire la volonté que les fonctions support soient identifiées et prises en considération ;
- permettre une cohérence de positionnement des fonctions support au sein des entreprises de la branche.

L'enquête menée auprès de ces dernières a permis d'avoir une vision globale du positionnement des fonctions support réalisé et a confirmé d'une part que certaines appellations ne concernent qu'un nombre très limité de salariés, d'autre part que ces appellations peuvent recouvrir des réalités très différentes selon l'organisation et la taille de l'entreprise.

Les parties signataires sont convenues de regrouper les appellations en familles de métiers et de mettre des seuils minima d'entrée de positionnement.

En complément de la grille de positionnement des fonctions opérationnelles est proposée la grille de positionnement des fonctions support suivante.

(Voir tableau pages suivantes.)

STATUT	NIVEAU	(SECRÉTARIAT) administration	INFORMATIQUE	COMPTABILITÉ FINANCES juridique	PAIE RESSOURCES humaines	COMMERCIAL MARKETING communications achats
Employé	I	Employé de bureau	Employé de bureau	Employé de bureau	Employé de bureau	Employé de bureau
	II	Employé administratif	Employé administratif	Employé administratif	Employé administratif	Employé administratif
	III	Secrétaire administrative	Secrétaire administrative	Secrétaire administrative Aide-comptable	Secrétaire administrative	Secrétaire administrative
	IV (*)	Secrétaire Assistant	Secrétaire Assistant	Secrétaire Assistant	Secrétaire Assistant Technicien paie	Secrétaire Assistant
	V	Assistant administratif	Maquettiste PAO	Comptable	Gestionnaire paie	Secrétaire bureautique spécialisée
Agent de maîtrise	VI	Responsable d'équipe	Assistant technique	Chef de groupe Chef de groupe comptable Assistant : – gestion – trésorerie – juridique	Chargé de mission Technicien paie (***) Gestionnaire paie (****) Chef de groupe paie	Chargé de mission Assistant : – commercial – communication
	VII	Secrétaire / Assistant de direction	Technicien informatique	Responsable administratif Chargé de recouvrement	Responsable administratif	Chargé de : – développement – communication
	VIII	Assistant de direction (d'un membre de comité de direction)	Responsable domaine Administrateur SI	Responsable comptable Responsable gestion Chef comptable	Responsable paie formateur (**)	Gestionnaire achats
	IX	Directeur Chef de service	Directeur Chef de service	Directeur Chef de service Contrôleur de gestion	Directeur formateur (***) Chef de service RRH	Directeur Acheteur Chef de service
(*) S'il y a animation de salariés de niveau inférieur, passage au niveau V.						
(**) Hors missions ponctuelles/occasionnelles.						

STATUT	NIVEAU	(SECRÉTARIAT) administration	INFORMATIQUE	COMPTABILITÉ FINANCES juridique	PAIE RESSOURCES humaines	COMMERCIAL MARKETING communications achats
(***) Dans les sociétés de 3 000 salariés et plus. (****) Dans les sociétés de 300 salariés et plus. Note : toutes ces fonctions sont aussi bien féminines que masculines.						

DISPOSITIONS FINALES

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, étendue le 2 février 1984 (*Journal officiel* du 17 février 1984), tel que modifié par l'avenant n° 16 du 7 février 1996 étendu le 25 juin 1997 (*Journal officiel* du 5 juillet 1997).

Dénonciation ou modification

Le présent avenant, faisant partie intégrante de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les règles définies aux articles 2 et 3 de ladite convention collective.

Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Fait à Paris, le 11 mars 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNRC ;

SNERS.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FGTA FO ;

INOVA CFE-CGC.